

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 27/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

D'AUCY ORLEANS

26 avenue Georges Pompidou
45380 La Chapelle-Saint-Mesmin

Références : 149/2024
Code AIOT : 0010001318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement D'AUCY ORLEANS implanté 26 avenue Georges Pompidou 45380 La Chapelle-Saint-Mesmin. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de installations classées.
Lors de cette visite d'inspection il été examiné la thématique épandage en lien avec une plainte déposée par la Mairie d'Ingré.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- D'AUCY ORLEANS
- 26 avenue Georges Pompidou 45380 La Chapelle-Saint-Mesmin

- Code AIOT : 0010001318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement relève du régime de l'autorisation et du statut IED.

Les activités exercées par la société D'AUCY sont réglementées par:

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 2008,
- les arrêtés préfectoraux complémentaires des 17 novembre 2009, 22 février 2013 et 24 juillet 2015.

Activité principale: transformation et conditionnement de légumes

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Équipement sous pression
- IED-MTD
- Odeur
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Action nationale sécheresse	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Prélèvement d'eau	AP Complémentaire du 24/07/2015, article Art. 1er	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
3	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article Art. 4.1.1°	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 4.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Entretien et surveillance des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 4.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 7.5.3	Demande d'action corrective	3 mois
7	Moyens de lutte incendie - 2	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 7.5.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Gestion des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 7.5.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Consignes de	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	sécurité	21/04/2008, article Art. 7.5.4		
10	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Bruit	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 6.2.2, 6.2.3 et 9.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
12	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 2.1.1 et Art. 7.2 AM 27/02/2020	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
13	Sortie du système de quotas d'émissions de gaz à effet de serre 2024	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 229-5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Programme prévisionnel épandage 2024	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 8.1.2.7	Demande d'action corrective	2 mois
15	Programme prévisionnel d'épandage - périodes et parcelles d'épandage	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 8.1.2.5 et 8.1.2.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
16	Programme prévisionnel d'épandage - analyse de sols	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 8.1.2.5 et 8.1.2.7	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Programme prévisionnel d'épandage - Lame d'eau épandue	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 8.1.2.5 et 8.1.2.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
19	plainte épandage – qualité des effluents épandus	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 8.1.2.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
20	Plainte épandage – odeurs	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Art. 14	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
21	Périodes minimales d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Point I Annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
22	Produits dangereux et rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 7.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
18	plainte épandage – parcelles autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 8.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Action nationale sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau en période sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p> <p>En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels, - d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ; - d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;

- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place les actions suivantes en période de sécheresse:</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne pas utiliser les eaux autre que pour le process - mise en place d'un affichage sur les télévisions su site - rappel au salariés de l'existence d'une période de sécheresse. <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir rédigé de procédures écrites en cas de sécheresse.</p> <p>Par ailleurs, les installations ne sont pas exempté des dispositions de l'arrêté ministériel 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant a indiqué ne pas être en mesure en instantané d'arrêter l'usine ou de réduire les prélèvements d'eau comme précisé à l'article 2.I de cet arrêté du 30/06/2023.</p> <p>Enfin, l'exploitant a indiqué avoir lancé une étude technico-économique conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/10/2023. Les conclusions parviendront à l'inspection dans le délai imparti.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la ligne de process «petit pois» n'a pas été pris en compte puisque cette activité était terminée à la date de notification de l'APC. Un complément est donc prévu après le dépôt de l'étude.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des procédures écrites afin d'une part de systématiser les actions à mettre en œuvre en cas de sécheresse et d'autre part d'anticiper la mise en œuvre les réductions de prélèvement d'eau mentionnées à l'article 2.I de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1mois

N° 2 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/07/2015, article Art. 1er
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>cf Annexe 1</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses</p>

installations, le remplacement du matériel pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir prélevé 442502 m³ d'eau provenant du forage, en 2023.
En 2021 et 2022, les quantités prélevées étaient respectivement de 367409 m³ et 373 674 m³.
L'exploitant a également prélevé environ 3000 m³ d'eau de ville à usage sanitaire uniquement.

L'exploitant a donc dépassé le prélèvement autorisé de 12502 m³ et a prélevé 68 828 m³ de plus qu'en 2022.

Ecart PdC n°2: L'exploitant est en dépassement de la quantité annuelle autorisée de prélèvement issu du forage.

Concernant le prélèvement journalier, l'exploitant a indiqué que ce prélèvement variait entre 800 m³ à 3000 m³/j travaillé avec une moyenne d'environ 2000 m³/j.

L'exploitant a indiqué que cette surconsommation d'eau provient d'un problème au niveau des pompes de refroidissement et du système d'électrochloration des eaux de refroidissement.
Concernant les pompes, l'exploitant a indiqué avoir connu des difficultés pendant 6 mois du fait d'un problème de compétence de personne, d'un problème inhérente aux pompes et d'un problème d'approvisionnement des pompes. A date de la visite, les pompes sont opérationnelles.
Concernant l'électrochloration des eaux de refroidissement, l'exploitant a indiqué avoir connu des difficultés du fait de la perte de maîtrise de l'outil entraînant des difficultés dans la production de chlore dans les eaux de refroidissement et nécessitant un prélèvement accru d'eau pour assurer une qualité sanitaire suffisante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier du respect de volume de prélèvement autorisé des eaux issues du forage.

L'exploitant doit également justifier de la mise e place de mesures correctives pérennes afin de satisfaire ses obligations réglementaires en matières de prélèvement d'eau du forage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9mois

N° 3 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article Art. 4.1.1°

Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau

Prescription contrôlée :

Art. 4.1 AM 30/06/2023

L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit

total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;
[...]

Art. 9.2.2 AP du 21/04/2008

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Les résultats relevés mensuellement sont portés sur un registre.

L'exploitant doit suivre les évolutions des consommations d'eau afin de détecter au plus tôt toute consommation anormale et afin d'y apporter les actions correctives nécessaires.

Constats :

L'exploitant a indiqué effectuer un relevé quotidien des prélèvements du forage.

3 pompes fonctionnant en alternance pompe l'eau de la nappe. Cette eau est envoyé dans une cuve tampon. Au droit de cette cuve tampon sont présents des compteurs sur lesquels l'exploitant effectue les relevés. L'inspection a constaté d'autre compteurs de cette canalisation au niveau du local chaufferie.

Les prélèvements sont reportés sur un registre.

L'exploitant a précisé la localisation des compteurs existant:

- circuit saumure
- circuit process sur toutes les lignes
- stérilisateur (4 compteurs)
- eaux recyclés
- TAR,
- chaufferie.

L'exploitant a indiqué avoir identifié qu'il n'y avait pas assez de compteurs sur certaines lignes. Il est donc prévu d'en ajouter et ces compteurs seront connectés pour faciliter les relevés.

Pas d'écart constaté

Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection a examiné la tête de forage. Cette dernière est protégée par un massif béton qui visuellement était en bon état.

L'exploitant a indiqué que la canalisation d'eau provenant du forage traverse le bâtiment de production en aérien jusqu'à la cuve tampon située sur l'aire de réception des légumes.

L'inspection a constaté que la partie aérienne de la canalisation dans le bâtiment est située comprend un tronçon situé dans un caniveau bétonné allant jusqu'au forage. Or, le forage présente un espace annulaire ouvert plongeant vers le fond du forage. Aussi, en cas d'incendie, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si les eaux d'extinction incendie provenant de la chaufferie et du bâtiment de production pouvaient ou non atteindre la tête de forage et notamment cet espace annulaire ouvert et en conséquence polluer le forage en cas de déversement de ces eaux d'extinction incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier qu'en cas d'incendie dans le bâtiment de production ou la chaufferie, le

forage est protégé de tout retour des eaux d'extinction incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1mois

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux interne et externe.</p> <p>Le plan des réseaux interne n'amène pas de remarque particulière. Les eaux pluviales collectées sur la zone Nord sont dirigées vers le point de rejet rue des Mazurets et sur la zone Sud les eaux sont dirigées vers l'avenue Clémenceau.</p> <p>Les effluents industriels rejetées à la STEP de la Chapelle St Mesmin sont raccordés au niveau du point de rejet des eaux vannes rue des Mazurets.</p> <p>L'exploitant a également présenté un plan des réseaux externes correspond aux canalisations servant à l'épandage sur les communes d'Ingré et d'Ormes.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté des plans représentant les parcelles d'épandage associés aux canalisations les desservant.</p> <p>Par courriel du 18/03/2023, l'exploitant a transmis des plans mentionnant la canalisation d'épandage au départ de l'usine au niveau de l'avenue Pompidou à la Chapelle St Mesmin jusqu'au lieu dit «Montpatour» à Ingré.</p> <p>Néanmoins, les plans des réseaux externes présentés sont incomplets. En effet, il manque le tronçon de canalisation situé entre le sud et le nord du lieu dit des Coutes à Ingré. De plus, ces plans ne mentionne aucune vannes.</p> <p>Ecart PdC n°4: Le plan des réseaux externes (canalisations d'épandages) est incomplet.</p> <p>Enfin, les canalisations d'effluents servant à l'épandage sont enregistrées dans le guichet unique «</p>

réseaux et canalisations ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le tronçon manquant au niveau du lieu dit « les Coutes » à Ingré et préciser les vannes sur les tronçons de ce réseau d'épandage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3mois

N° 5 : Entretien et surveillance des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance des réseaux d'épandage
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
Constats : Concernant les réseaux de collecte situés sur le site, l'exploitant a indiqué qu'il n'a pas été réalisé de contrôle par caméra «depuis longtemps». Il n'est donc pas en mesure de préciser l'état et l'étanchéité des réseaux interne au site. Concernant le réseaux de canalisations d'épandage, l'exploitant a indiqué que le réseau est vieillissant et que des réparations ont été effectuées sur des fuites ou ruptures visibles. Aucune donnée n'est disponible sur l'état et l'étanchéité de ces canalisations. Ces canalisations ont un diamètre de 150 à 250 mm. Ecart PdC n°5: L'exploitant ne justifie pas du bon état et de l'étanchéité des réseaux interne au site et externe au site (canalisation d'épandage).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un réseau d'hydrants conformes aux normes françaises en vigueur, susceptibles de fournir un débit total de 4 000 l/mn (240 m³/h), sous une pression dynamique de 1 bar environ et placés à moins de 150 m par les voies praticables du point le plus éloigné à défendre ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés. <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Le réseau est maillé.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p> <p>L'hydrant alimenté par l'eau du forage est clairement repéré par un panneau.</p> <p>L'hydrant initialement en limite de propriété ouest est déplacé à droite de l'entrée, dans l'herbe avant les bacs béton.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de 3 poteaux incendie. 2 poteaux alimentés par le réseau de ville et un poteau alimenté par la forage.</p> <p>Concernant leurs localisations, un poteau de ville se situe à l'entrée du site. Les deux autres poteaux (forage et de ville) se situe à l'arrière de l'usine à proximité du forage.</p> <p>Ces poteaux se situent à plus de 150 m de risques à défendre présents sur le site. A titre d'exemples, le bâtiment battage en zone Nord (présence de machine de récoltes et atelier d'entretien se situe) se situe à environ 225 m du poteau incendie localisé à l'entrée du site. De même, la cuve GPL située en zone Sud se trouve à environ 200 m du poteau incendie localisé à l'entrée du site</p> <p>Ecart PdC n°6 : Les poteaux incendie sont placés à plus de 150 m par les voies praticables des points à défendre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3mois

N° 7 : Moyens de lutte incendie - 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un réseau d'hydrants conformes aux normes françaises en vigueur, susceptibles de fournir un débit total de 4 000 l/mn (240 m³/h), sous une pression dynamique de 1 bar environ et placés à moins de 150 m par les voies praticables du point le plus éloigné à défendre ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés. <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Le réseau est maillé.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p> <p>L'hydrant alimenté par l'eau du forage est clairement repéré par un panneau.</p> <p>L'hydrant initialement en limite de propriété ouest est déplacé à droite de l'entrée, dans l'herbe avant les bacs béton.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de contrôle des poteaux incendie. Les poteaux incendie de ville ont un débit sous 1 bar de 24 et 31 m³/h et le poteau incendie du forage a un débit de 116 m³/h sous 1 bar.</p> <p>Aussi, aucun des poteaux n'a le débit minimal requis sous 1 bar de 240 m³/h. L'exploitant n'a pas effectué de vérification en simultané. Néanmoins, le cumul des 3 débits unitaire est toujours inférieur au débit minimal précité.</p> <p>En conséquence, l'exploitant ne dispose pas des moyens en eau d'extinction nécessaire.</p> <p>Ecart PdC n°7: Le réseau de poteaux incendie n'est pas en capacité de fournir le débit minimal de 240 m³/h sous 1 bar.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des extincteurs réalisé le 02/05/2023, sans anomalie.</p> <p>De même, il a présenté le dernier rapport de contrôle des RIA réalisé le 04/025/2023, également sans anomalie.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 8 : Gestion des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 7.5.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et d'orage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux bassins de confinement étanches et d'une capacité minimum de 2 500 m³ et 1 000 m³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.6 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le site dispose d'un bassin de stockage des effluents de 2500 m³ et d'un bassin incendie d'un volume utile de 1000 m³.</p> <p>L'inspection a constaté que le bassin incendie était lors de la visite quasi vide (présence d'eau issue des pluies des jours précédents). Ce bassin est équipé d'une bâche plastique. Ce bassin est sans exutoire.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il le vidait régulièrement avec une pompe de relevage manuelle sans justifier d'une hauteur déclenchant cette vidange.</p> <p>Aussi, l'exploitant pourrait utilement définir le niveau haut du bassin incendie afin d'assurer une permanence un volume utile en cas d'incendie.</p> <p>Le bassin des effluents collecte les eaux industrielles issues des unités de production et les eaux incendie le cas échéant.</p> <p>Aucune eau d'extinction incendie n'est maintenue dans les installations (pas de rétention interne).</p> <p>Les effluents sont dirigés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit vers la STEP (rejet lissé un avec un niveau maximal identifié dans le bassin). 2 pompes de relevage électriques envoient les effluents vers la STEP, - soit vers le réseau d'épandage (niveau limite à ne pas dépasser identifié dans le bassin). 3 pompes de relevage électriques envoient les effluents vers l'épandage. <p>Un trop plein du bassin des effluents communique vers le bassin incendie.</p> <p>Est également présent sur site une fosse de relevage recueillant l'ensemble des eaux industrielles et le cas échéant, les eaux d'extinction incendie et eaux pluviales avec isolement du site.</p> <p>Cette fosse de relevage est équipé de 3 pompes électriques relevant les eaux vers le bassin des</p>

Cette fosse de relevage est équipé de 3 pompes électriques relevant les eaux vers le bassin des effluents.

En cas d'incendie, selon les informations de l'exploitant, les pompes de relevage précitées (pompes vers STEP, pompes vers épandage et pompes de la fosse de relevage) ne sont pas autonomes.

Aussi, en cas d'incendie, l'ensemble de ces pompes devraient s'arrêter (coupures des énergies).

En conséquence, l'arrêt de ces pompes empêche les eaux d'extinction incendie d'être envoyées soit en épandage soit en STEP. Néanmoins, pour les pompes de la fosse de relevage, leurs arrêts arrêtent également le transfert de l'ensemble des eaux de la majorité du site dans le bassin des effluents et dans le bassin incendie.

Aussi, en cas d'incendie, l'exploitant n'est pas en mesure de maintenir les eaux d'extinction incendie cumulées aux eaux de process et le cas échéant aux eaux pluviales sur site.

Ecart Pdc n°8 : Compte tenu du fait que les 3 pompes de relevage électriques situées dans la fosse de relevage ne sont pas autonomes à la suite d'une coupure des énergies, en cas d'incendie, l'exploitant n'est pas en mesure de maintenir les eaux d'extinction incendie cumulées aux eaux de process et le cas échéant aux eaux pluviales sur site.

Concernant les eaux pluviales, en cas d'incendie, une obturation est prévue dans la zone Nord composée d'un ballon obturateur installé à demeure avec gonflage à l'azote. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'un test de ce ballon en 2023. Ce ballon a été testé en 2022 par le prestataire ISS. En cas d'incendie, la montée en charge du réseau Nord, fermé avec le ballon, induit un débordement du réseau se déversant gravitairement dans la fosse de relevage arrivant ensuite dans le bassin des effluents.

Pour la zone Sud, une vanne guillotine est présente. Il s'agit d'une vanne manuelle. L'exploitant a présenté une test de cette vanne le 13/02/2024 lors de l'audit sécurité mensuel effectué en interne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier d'un test du ballon obturateur du réseaux des eaux pluviales en zone Nord.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 9 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans Îles

procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Constats :

L'exploitant a présenté une procédure incendie version du 14/06/2022 accompagnée de fiches réflexe.

L'inspection n'a pas de remarque hormis l'absence de mention de la gestion des pompes de relevage. En effet, aucune mention n'est faite d'une vérification de l'arrêt des pompes envoyant les effluents en épandage ou en STEP. De même, il n'y a pas mention d'une vérification du bon fonctionnement des pompes de la fosse de relevage.

Ecart PdC n°9 : la procédure d'intervention version 2022 ne mentionne pas la gestion des pompes de relevage (pompes vers STEP ou épandage et pompes de la fosse de relevage) du site en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3mois

N° 10 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III

Thème(s) : Risques accidentels, liste des ESP

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations

au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

L'exploitant a présenté une liste des équipements sous pression du site.

Cette liste est incomplète. En effet, il manque le type d'équipement, le régime de surveillance, les dates dernière et prochaine inspection périodique et dates de dernière et prochaine requalification périodique.

Ecart PdC n°10 : La liste des équipements sous pression est incomplète (absence du type d'équipement, du régime de surveillance, des dates de dernière et prochaine inspection périodique et des dates de dernière et prochaine requalification périodique).

L'exploitant a indiqué que sa liste était exhaustive. Il a indiqué ne pas exploiter de système frigorifique ou de tuyauteries soumis au suivi en service.

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de groupes froids soumis ou de tuyauteries pouvant être soumises au suivi en service des ESP.

Enfin, la liste mentionne 3 équipements dénommés Hydrolock et 1 équipement dénommé Carvallo. Ces équipements servent à la stérilisation des boîtes de conserves et fonctionnent à la vapeur.

L'exploitant mentionne dans sa liste que la périodicité d'inspection est de 4 ans et l'assimile donc à un récipient de vapeur.

Or, compte tenu de leur fonction ces équipements s'apparentent à des appareils à couvercles à fermetures rapides (ACAFR) comprenant notamment les autoclaves et stérilisateurs. La périodicité d'inspection périodique des ACAFR est de 2 ans.

Aussi, l'exploitant doit justifier du type d'équipement auquel appartient ces appareils.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre une liste des ESP mise à jour.

L'exploitant doit transmettre la documentation technique justifiant du type d'équipement sous pression pour les équipements Hydrolock et Carvallo. Le cas échéant, l'exploitant doit mettre à jour sa liste ESP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3mois

N° 11 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 6.2.2, 6.2.3 et 9.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Art. 6.2.2

cf Tableau annexe 1

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Cf Tableau annexe 1

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.2., dans les zones à émergence réglementée.

Les point 1 à 5, définis sur le plan ci dessous, sont :

- point n°1 : limite de propriété industrielle sud commune avec l'habitation situé 30, route d'Orléans,
- point n°2 : limite de propriété industrielle est commune avec le pavillon situé 13, rue Jean Moulin,
- point n°3 : limite de propriété industrielle nord-est commune avec le pavillon situé 12, rue le Trébuchet,
- point n°4 : limite de propriété industrielle ouest à proximité de l'hôtel B&B,
- point n°5 : limite de propriété industrielle nord.

Cf Plan annexe 1

Art. 9.2.4.1

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que

l'inspecteur des installations classées pourra demander.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des émissions sonores du 25/10/23 fait par Bureau Véritas pour intervention du 18 au 19/09/2023

Le rapport mentionne un dépassement en limite de propriété au point 2 en période diurne et nocturne. En période diurne, BV mentionne la présence de travaux voisins impactant les résultats. Ces valeurs en limite de propriété sont néanmoins inférieures aux valeurs maximales définies dans l'arrêté ministériel du 23/01/1997.

Ce rapport ne mentionne aucune vérification de dépassement des seuils en zones à émergences réglementées (ZER) (4 zones identifiées dans l'arrêté préfectoral du site).

L'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier du respect des seuils en ZER.

Ecart PdC n°11 : L'exploitant ne justifie pas de vérifications des valeurs limites en zones à émergences réglementées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier du respect des seuils en ZER au travers d'un nouveau rapport de

contrôle des émissions sonores. Cette vérification doit être réalisée dans des conditions de fonctionnement représentatives du fonctionnement des installations.
Le cas échéant, en cas de non respect des valeurs seuils en ZER, l'exploitant doit proposer un plan d'actions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3mois

N° 12 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 2.1.1 et Art. 7.2 AM 27/02/2020

Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux en STEP Convention de rejet

Prescription contrôlée :

Art. 2.1.1 AP 21/04/2008

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Art. 7.2 AM 27/02/2020

L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes.

cf tableau annexe 1

[...]

(XI) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective : les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R.515-65 III, qui précise que « Le traitement par une station d'épuration des rejets indirects de substances polluantes dans l'eau peut être pris en considération pour la détermination des valeurs limites d'émission mentionnées à l'article R. 515-66 si celles-ci garantissent un niveau équivalent de protection de l'environnement dans son ensemble et pour autant qu'il n'en résulte pas une augmentation des charges polluantes dans le milieu. »

Convention avec Orléans métropole :

Cf Tableaux annexe 1

Constats :

L'inspection a examiné uniquement les rejets des effluents industriels à la STEP pour ce point de contrôle.

Le raccordement à la STEP communale de la Chapelle St Mesmin est effectif depuis le 01/01/2022.

Selon la convention, le rejet en STEP est autorisé de la semaine 40 (fin septembre) à la semaine 16 (mi-avril).

L'exploitant a présenté les analyses effectuées sur les rejets en STEP.

Ces analyses présentent des dépassements très réguliers et quelque soit le paramètre.

L'exploitant a indiqué que selon les légumes transformés, les effluents présentent des valeurs d'analyse très variables.

Examen des analyses des mois de janvier 2023 et janvier 2024 ci après:

	Nombre de jours de fonctionnement	Nombre de jours rejets en STEP	Nombre de jours présentant au moins un dépassement de VLE	Nombre de paramètres en dépassement selon les jours analysés	Dépassement maximal de la VLE (X fois la VLE)	Dépassement maximal du flux (X fois le flux autorisé)
Janvier 2024	18	7	4	1	MES: 2,33	MES: 2,58
Avril 2023 à décembre 2023	Pas de rejet en STEP	Pas de rejet en STEP	Pas de rejet en STEP	Pas de rejet en STEP	Pas de rejet en STEP	Pas de rejet en STEP
Mars 2023	23	21	21	1 à 5	MES: 7,42 DCO: 2,52 DBO5: 2,38 Ngl: 2,38 Pt: 1,59	MES: 6,78 DCO: 1,83 DBO5: 1,32 Ngl: 2,17 Pt: 1,43
Février 2023	20	9	6	1 à 5	MES: 5,49 DCO: 1,72 DBO5: 1,42 Ngl: 1,26 Pt: 1,05	MES: 4,87 DCO: 1,75 DBO5: 1,53 Ngl: 1,12
Janvier 2023	19	11	9	1 à 5	MES: 11,32 DCO: 2,82 DBO5: 1,65 Ngl: 4,92 NaCl: 1,09	MES: 7,85 DCO: 2,42 DBO5: 1,33 Ngl : 3,61

Les paramètres retenus dans le tableau sont: MES, DCO, DBO5, Ngl, Pt et NaCl.

Ecart PdC n°12 : Compte tenu des dépassements réguliers des VLE et des flux des paramètres mentionnés dans la convention de rejet à la station d'épuration communale, l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation des installations pour la gestion des effluents et afin de prévenir les impacts aux intérêts protégés prévues à l'article L. 511-1 du code

de l'environnement.

L'exploitant effectue des analyses journalières de ses effluents industriels rejetés en STEP. Il respecte donc les fréquences mentionnées dans l'arrêté ministériel du 27/02/2020 et dans sa convention.

L'exploitant a indiqué que le laboratoire transmettait les résultats des analyse environ 1 mois après le prélèvement.

Dans ces conditions, aucune réactivité n'est possible en cas de dépassement et d'éventuels problèmes en aval (aucune anticipation d'un dérèglement de la STEP n'est possible par exemple).

L'exploitant pourrait utilement envisager à la mise en œuvre d'une méthode afin d'obtenir des résultats plus rapides, même approximatifs, afin de statuer sur la conformité de ses effluents.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir eu de remonter de la part de la STEP sur les dépassements des VLE des effluents.

La seule remontée de la STEP a été le refus des effluents de betteraves puisque non prévus dans la convention.

Néanmoins, depuis la plainte déposé par la Mairie d'Ingré en février 2024, la STEP accepte les effluents de betteraves depuis le 09/02/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6mois

N° 13 : Sortie du système de quotas d'émissions de gaz à effet de serre 2024

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 229-5

Thème(s) : Situation administrative, Sortie du système de quotas d'émissions de gaz à effet de serre 2024

Prescription contrôlée :

Art. R. 229-5 du CE

I.-Les gaz à effet de serre mentionnés à l'article L. 229-5 sont :

-le dioxyde de carbone (CO₂) ;

[...].

II.-Les équipements et installations nécessaires à l'exploitation d'une installation nucléaire de base mentionnés à l'article L. 593-3 et les installations classées pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article L. 511-1 qui exercent au moins une des activités énumérées dans le tableau annexé au présent article, en tenant compte des critères indiqués, sont soumis aux dispositions de l'article L. 229-5 au titre de leurs émissions dans l'atmosphère des gaz à effet de serre mentionnés dans ce même tableau.[...].

Annexe de l'art. R. 229-5 du CE

I.-Les valeurs seuils mentionnées ci-dessous se rapportent soit à des capacités de production, soit à des caractéristiques techniques, notamment de rendement.

[...]

Activité : Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance thermique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux)

Gaz à effet de serre : dioxyde de carbone

[...]

Constats :

A la suite d'un porter à connaissance déposé le 23/11/2023, une actualisation de de classement a été signé par Madame la Préfète le 15/12/2023 mentionnant notamment que une rubrique 2910 < 20 MW.

En effet, La société D'AUCY a souhaité sortir du système d'échange de quotas CO2 (SEQE) à fin 2023.

L'inspection a donc examiné le respect de cette sortie du SEQE et le respect des engagements proposés par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance précité.

Aussi, lors de la visite, il a été constaté les points suivants:

- la chaudière de location d'une puissance de 6,7 MW est toujours en exploitation et en fonctionnement le jour de la visite. L'exploitant a indiqué que cette chaudière fonctionnera jusqu'à l'arrêt technique annuel débutant le 29/03/2024,
- la chaudière de secours SOCOMAS d'une puissance de 5,5 MW est en exploitation en fonctionnement le jour de la visite,
- la chaudière non réparable STEIN est toujours sur site. Le corps de la chaudière était ouvert et les vannes associées à cette chaudière étaient condamnées par un cadenas,
- la chaudière STEIN d'une puissance de 9,4 MW est en panne. L'exploitant a indiqué qu'un problème d'adoucissement de l'eau en amont a entraîné un entartrage de la chaudière. Sa réparation est prévue à l'arrêté technique annuel

Compte tenu de ce qui précède, le jour de la visite, la puissance thermique nominale en fonctionnement ou en état de fonctionné était de 12,2 MW.

L'exploitant respecte donc la puissance maximale autorisée et justifie de sa sortie du SEQE.

Concernant les engagements pris dans son dossier de porter à connaissance, l'exploitant a indiqué qu'il ne les a pas en mis en œuvre compte tenu de la panne de la chaudière STEIN de 9,4 MW, de la présence de la chaudière de location et du fait que la nouvelle chaudière ne soit pas arrivée.

Pas d'écart constaté

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera:

- de l'arrêt définitif de la chaudière de location,
- de la réparation de la chaudière STEIN d'une puissance de 9,4 MW et de sa remise en service,
- de l'arrivée de la nouvelle chaudière associée à la mise en œuvre des engagements mentionnés dans le dossier de porter à connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2mois

N° 14 : Programme prévisionnel épandage 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 8.1.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Programme prévisionnel épandage 2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.</p> <p>Ce programme comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ; - une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ; - une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) ; - les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ; - l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage. <p>Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>Le planning prévisionnel 2024 des effluents ainsi que les précédents mentionnent des lots et non des parcelles prévues pour l'épandage. Les lots sont un rassemblement de parcelles présentant les mêmes caractéristiques.</p> <p>Néanmoins, dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, ce sont les parcelles qui sont opposables à l'exploitant et non les lots.</p> <p>Le planning prévisionnel d'épandage des effluents est donc incomplet.</p> <p>Par ailleurs, le planning prévisionnel 2024 d'épandage des déchets végétaux mentionne des parcelles ne figurant dans les parcelles autorisées dans l'arrêté préfectoral et a minima une erreur de dénomination de parcelles est présente.</p> <p>Ecart PdC n°14: Le planning prévisionnel 2024 des épandages d'effluent est incomplet (absence d'identification des parcelles à épandre) et le planning prévisionnel 2024 d'épandage des déchets végétaux est erroné (mention de parcelles non autorisées et erreur de dénomination de parcelles).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les plannings prévisionnels prennent en compte</p>

l'urbanisation autour des parcelles à épandre depuis le dépôt du dossier d'épandage initial.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 15 : Programme prévisionnel d'épandage - périodes et parcelles d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 8.1.2.5 et 8.1.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Programme prévisionnel épandage 2024

Prescription contrôlée :

Art.8.1.2.7

[...] L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ;
- une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Art. 8.1.2.5

Les doses d'apport sont déterminées en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligoéléments, tous apports confondus.
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les effluents et tous les autres apports,
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre,
- de l'état hydrique du sol,
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.
- du contexte agronomique et réglementaire local (programme d'action).

[...]

Constats :

L'inspection a comparé les plannings prévisionnels transmis et les cahiers d'épandage pour les effluents.

Il s'avère que l'exploitant n'a pas respecté les plannings prévisionnels en matière de période où l'épandage n'était pas envisagé.

En effet, en 2023, l'exploitant a procédé à des épandages d'effluents en janvier (8 jours) et février (11 jours) alors qu'il n'était prévu aucun épandage selon le programme prévisionnel 2023 (pas d'épandage prévu du 01/01/2023 au 28/02/23).

De même, en 2022, l'exploitant a procédé à des épandages d'effluents en octobre (10 jours) et novembre (17 jours) alors qu'il n'était prévu aucun épandage selon le programme prévisionnel 2022 (pas d'épandage prévu du 15/12/22 au 31/12/22).

Par ailleurs, dans le cadre de la plainte déposée par la Mairie d'Ingré, il s'avère que l'exploitant a procédé à des épandages sur le lot PJ29 bis.

Cette parcelle n'est pas mentionnée dans le programme prévisionnel 2024.

En conséquence, le programme prévisionnel d'épandage de l'année étant basé sur les apports des épandages de l'année précédente voire des années précédentes, l'exploitant ne justifie pas par anticipation de la capacité des sols et des cultures à recevoir les épandages supplémentaires non prévus initialement.

Ecart PdC n°15: L'exploitant a réalisé des épandages en 2022 et 2023 sur des périodes exclues de son programme prévisionnel et l'exploitant a réalisé en 2024 des épandages sur des parcelles non prévues dans son programme prévisionnel. De plus, le programme prévisionnel d'épandage de l'année étant basé sur les apports des épandages de l'année précédente voire des années précédentes, l'exploitant ne justifie pas par anticipation de la capacité des sols et des cultures à recevoir les épandages supplémentaires non prévus initialement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1mois

N° 16 : Programme prévisionnel d'épandage - analyse de sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 8.1.2.5 et 8.1.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Programme prévisionnel épandage 2024

Prescription contrôlée :

Art.8.1.2.7

[...] L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la

caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;

- une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ;
- une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Art. 8.1.2.5

Les doses d'apport sont déterminées en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligoéléments, tous apports confondus.
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les effluents et tous les autres apports,
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre,
- de l'état hydrique du sol,
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.
- du contexte agronomique et réglementaire local (programme d'action).

[...]

Constats :

L'inspection s'est focalisé sur les parcelles objet de la plainte sur la commune d'Ingré correspondant au lot BL18 et aux parcelles cadastrales WD 47 à 49.

Les cahiers d'épandages et programmes prévisionnels mentionnent les données suivants concernant la réalisation d'épandage et d'analyses de sols de ces parcelles.

2020: épandage en 2020 – pas d'analyse de sols pour 2021,

2021: épandage 2021 – pas d'analyse de sols pour 2022,

2022: épandage 2022 – pas d'analyse de sol pour 2023.

2023: le cahier d'épandage 2023 n'a pas encore été transmis par l'exploitant.

En conséquence, l'exploitant ne réalise pas d'analyse des sols systématiques des parcelles ayant reçu un épandage année N-1 et sur lesquelles est prévue un épandage année N.

Il est donc dans l'incapacité de justifier de la capacité des sols et des cultures à recevoir un nouvel épandage en année N.

Ecart PdC n°16: L'exploitant ne réalise pas d'analyses des sols systématiques des parcelles ayant reçu un épandage l'année N-1 et sur lesquelles est prévue un épandage l'année N.

Il est donc dans l'incapacité de justifier de la capacité des sols et des cultures à recevoir un nouvel épandage en année N.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra le cahier d'épandage 2023 dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3mois

N° 17 : Programme prévisionnel d'épandage - Lime d'eau épandue

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 8.1.2.5 et 8.1.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Programme prévisionnel épandage 2024
<p>Prescription contrôlée : Art.8.1.2.7 [...] L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.</p> <p>Ce programme comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ; - une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ; - une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) ; - les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ; - l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage. <p>Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p> <p>Art. 8.1.2.5 Les doses d'apport sont déterminées en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement, - des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligoéléments, tous apports confondus. - des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les effluents et tous les autres apports, - des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre, - de l'état hydrique du sol, - de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années. - du contexte agronomique et réglementaire local (programme d'action). <p>[...]</p> <p>Constats :</p>

<p>L'inspection s'est focalisé sur les parcelles objet de la plainte sur la commune d'Ingré correspondant au lot BL18 et aux parcelles cadastrales WD 47 à 49.</p> <p>Le planning prévisionnel 2024 mentionne que le lot BL18 peut accepter un lame d'eau d'effluents d'une hauteur de 25 mm en février.</p> <p>L'exploitant a transmis les enregistrements des volumes d'effluents envoyés en épandage.</p> <p>Il s'avère que l'exploitant a envoyé en épandage le 08/02/24 un volume de 1231 m³ et le 09/02/24 un volume de 1620 m³ soit un total de 2851 m³ sur le lot BL18 d'une surface de 5,94 ha.</p> <p>Aussi, la lame d'eau apportée sur ces parcelles a donc été de 48 mm en février 2024.</p> <p>L'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier de la capacité des sols et des cultures à recevoir ce surplus de lame d'eau et des éléments fertilisants contenus dans ces effluents.</p> <p>Ecart PdC 17: L'exploitant a épandu une lame d'eau supérieure à celle prévue dans son programme prévisionnel 2024 sur le lot BL18 (parcelles WD 47 à 49).</p> <p>L'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier de la capacité des sols et des cultures à recevoir ce surplus de lame d'eau et des éléments fertilisants contenus dans ces effluents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1mois</p>

N° 18 : plainte épandage – parcelles autorisées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 8.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Parcelles autorisées pour épandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déchets et/ou effluents sur les parcelles dont la liste est en annexe au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la plainte, la Mairie d'Ingré a signalé un épandage sur la mare au droit de la parcelle cadastrale au lieu dit Mare à Elisabeth.</p> <p>Cette parcelle est limitrophe des lots FJ29 bis et FJ11.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant a indiqué qu'aucun épandage n'a été effectué directement sur cette parcelle appartenant à la Mairie.</p> <p>En l'état des constats, pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>

N° 19 : plainte épandage – qualité des effluents épandus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 8.1.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, qualité des effluents épandus

Prescription contrôlée :

Période d'interdiction

L'épandage est interdit en fonction des critères suivants :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
- à l'aide de dispositifs d'aéro-asperion qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes.

Modalités

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les déchets et/ou effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Les périodes d'épandage, dans la limite de celles autorisées, et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles au sol ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

En outre, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eaux souterraines ne puissent se produire. À cet effet, la détermination de la capacité de rétention en eau ainsi que le taux de saturation en eau sera effectuée

pour le sol, par parcelles ou groupes de parcelles homogènes du point de vue hydrique.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique, l'épandage de déchets et/ou d'effluents respecte les distances et délais minimums prévus au tableau de l'annexe VII-b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les effluents envoyés en épandage font l'objet d'analyses. L'exploitant mesure les paramètres DCO en journalier, DBO5, MES, Ngl et Pt en hebdomadaire.

L'exploitant réalise un enregistrement des analyses et les dépose dans GIDAF.

L'exploitant a indiqué que les capacités de stockage des effluents permettent de conserver les

L'exploitant a indiqué que les capacités de stockage des effluents permettent de conserver les effluents au maximum une journée.

L'exploitant a indiqué que les lots de cultures de luzerne sont gérés et l'épandage est réalisée par D'AUCY. Pour les autres cultures, D'AUCY fournit les effluents sur demande et les agriculteurs gèrent les épandages.

A noter que les parcelles relatives à la plainte reçue de la Mairie d'Ingré concernent des cultures de luzerne.

Dans le cadre de la plainte, le dossier mentionne que la mare au droit de la parcelle cadastrale au lieu dit Mare à Elisabeth présente un forte odeur soufrée, contient une pellicule huileuse à sa surface et que la couleur de l'eau est rouge sombre et la surface de la mare s'est élargie à la suite des épandages de la société D'AUCY. Ce constat a été effectué par huissier le 15/02/2024.

Cette parcelle est limitrophe des lots FJ29 bis et FJ11.

L'exploitant a transmis les relevés d'épandage des parcelles épandues depuis janvier 2024. Des épandages ont été réalisés sur la parcelle JB29bis.

31/01/2024: 1041 m³ – Effluents issus de la production de lentilles + betteraves rouges.

01/02/2024: 629 m³ - Effluents issus de la production de lentilles + betteraves rouges .

La couleur des effluents épandus correspondent à la couleur des eaux constatées dans la mare.

Le 01/02/2024, les conditions météorologiques étaient pluvieuses selon les relevés météo.

Aussi, l'exploitant ne s'est pas assuré de l'état hydrique des sols afin d'éviter un ruissellement des eaux épandus an dehors des parcelles.

Concernant l'épandage au droit du lot BL18, comme constaté au PdC n°17, l'exploitant a procédé à, une épandage sur ces parcelles présentant avec un excédent d'apport d'effluent par rapport à la lame d'eau prévue par le programme prévisionnel (48 mm au lieu de 25 mm) et cet épandage a été réalisé par temps de pluie sur des sols saturés en eau au vu de la pluviométrie depuis 2024.

Les effluents épandus le 08/02/24 étaient issus de la production de betteraves rouges + haricots blancs au naturel + haricots rouges.

Les effluents épandus le 09/02/24 étaient issus de la production de haricots blancs préparés ou à la tomate + carottes rondelles + carottes râpées.

Aussi, l'exploitant ne s'assure pas de l'état hydrique des sols avant épandage afin d'éviter des ruissellements en dehors des parcelles et des stagnations d'effluents et ne s'assure pas d'une valorisation au mieux des effluents épandus.

Ecart PdC n°19 :L'exploitant ne s'assure pas de l'état hydrique des sols avant épandage afin d'éviter des ruissellements en dehors des parcelles et des stagnations d'effluents et ne s'assure pas d'une valorisation au mieux des effluents épandus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1mois

N° 20 : Plainte épandage – odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Art. 14
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un protocole précisant les actions et le calendrier ; - un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ; - un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; - un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction. <p>Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place les actions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - brassage de l'air ambiant en continu des eaux du bassin, - ne pas surchargé en effluents le bassin, - en période de production de flageolets, il procède à l'injection d'oxygène dans les canalisations vers l'épandage. <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir formalisé un protocole précisant les actions mises en œuvre dans le cadre de la prévention des odeurs.</p> <p>Les mesures précitées sont réalisées sur le site. L'exploitant n'a rien prévu pour les odeurs issues de l'épandage des effluents.</p> <p>Ecart PdC n°20: L'exploitant n'a pas formalisé son protocole de gestion des odeurs sur site et au départ du site. Il n'a prévu aucun protocole de prévention, de mesures ou de réduction des nuisances concernant les effluents épandus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 21 : Périodes minimales d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Point I Annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Epandage sur luzerne en période hivernale

Prescription contrôlée :

I. - Périodes minimales d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés

Le tableau ci-dessous fixe les périodes minimales pendant lesquelles l'épandage des divers types de fertilisants azotés est interdit. Ces périodes s'appliquent à tout épandage de fertilisant azoté en zone vulnérable. Ces périodes diffèrent selon l'occupation du sol précédant, pendant, ou suivant l'épandage.

[...]

Pour toutes les autres occupations du sol, l'épandage de fertilisants de type 0 est interdit entre le 15 décembre et le 15 janvier, à l'exception des prairies implantées depuis plus de six mois dont les prairies permanentes et la luzerne, et des couverts végétaux d'interculture dans les conditions précisées dans la note (1) du tableau.

[...]

Fertilisant de type II - Prairies implantées depuis plus de six mois dont prairies permanentes, luzerne - 15 novembre (12) - 15 janvier (9)

[...]

(9) L'épandage des effluents peu chargés est autorisé dans cette période dans la limite de 20 kg d'azote potentiellement libéré jusqu'en sortie d'hiver par hectare à compter du 15 novembre. L'azote potentiellement libéré jusqu'en sortie d'hiver est défini comme la somme de l'azote présent dans l'effluent peu chargé sous forme minérale et sous forme organique minéralisable entre le 15 novembre et le 15 janvier.

[...]

Constats :

Les enregistrements d'épandage présentés par l'exploitant ou présents dans GIDAF mentionnent la réalisation d'épandage aux dates suivantes entre le 15/11 et le 15/01:

- 2022: du 15/11/22 au 28/11/22 (excepté les week ends)
- 2023: 12 et 13/01/23 et du 15/11/23 au 21/12/23 (excepté les week ends)
- 2024: pas d'épandage avant le 15/01/24

Or, le cahier d'épandage 2022 transmis par l'exploitant mentionne un respect de la dose de 20 kg/N/ha. Cette conclusion n'est pas appréciée à l'échelle du lot. En effet, en période hivernale, selon les relevées des effluents épandus, les quantités d'azote présentes dans les effluents et les volumes d'eau épandus diffèrent selon les lots arrosés. Aussi, l'exploitant ne justifie pas du respect de cette disposition réglementaire pour chaque lot concerné par un épandage entre le 15/11 et le 15/01.

Pour rappel, l'inspection n'a pas reçu le cahier d'épandage 2023, il ne peut donc être fait de conclusion pour les épandages de l'année 2023.

Ecart PdC 21: L'exploitant ne justifie pas du respect de la dose maximale de 20 kg d'azote à l'hectare épandue sur les cultures de luzerne entre le 15/11 et le 15/01 de chaque année.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2mois

N° 22 : Produits dangereux et rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2008, article Art. 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux et rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence de palettes comprenant des produits corrosifs et des produits inflammables posés au sol sans rétention.</p> <p>A posteriori de la visite, l'exploitant a transmis la fiche de données sécurité des produits inflammables constatés. Les palettes de produits de liquides inflammables (arômes) relèvent de la rubrique 4331 (mention de danger H226).</p> <p>Ecart PdC n°22: L'exploitant stocke des produits corrosifs et des liquides inflammables (rubrique 4331) à même le sol sans rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera de la mise en rétention de ces produits corrosifs et inflammables.</p> <p>L'exploitant transmettra un état des stocks des arômes relevant de la rubrique 4331.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois